



Ex-Press

## Remboursez !

Les assuré-e-s de 9 cantons entendent bien revoir la couleur des quelque 2 milliards de primes maladie payés en trop. Une pétition circule qui a déjà recueilli plusieurs milliers de signatures. Et, pendant ce temps, le principe d'une caisse maladie publique est une idée qui fait son chemin.

### LE 3 MARS, LE PS VOTE :

- OUI à l'initiative « Contre les rémunérations abusives »
- OUI à la révision de la LAT
- OUI à la famille

#### VALAIS



Le 3 mars, le Valais renouvelle ses autorités. Avec pour perspectives, la fin de la majorité absolue du PDC au Parlement, mais aussi des soucis pour la gauche en ordre dispersé.

Page 9

#### ITALIE



Après 15 ans de berlusconisme, l'Italie pourrait passer à gauche. Avec le concours des italo-suisse du PD qui ont de bonnes chances de rejoindre le palais Montecitorio.

Page 10

**Appel aux dons**

# Aidons les réfugiés syriens

Solidar Suisse aide les réfugié-e-s syriens, en acheminant de la nourriture et des articles de première nécessité.

**Votre soutien compte!**

CP: **10-14739-9**

Dons en ligne:

**[www.solidar.ch/syrie](http://www.solidar.ch/syrie)**



**SOLIDAR**  
SUISSE

Œuvre suisse d'entraide ouvrière OSEO



## JUBILÉ DU PS

# « Une pensée unie, pas unique »

En 2013, le Parti Socialiste Suisse (PS Suisse) fêtera ses 125 ans d'existence. Pour marquer ce jubilé, un livre paraîtra au mois d'octobre: «Une pensée unie, mais pas unique», qui retracera l'histoire des succès et des combats du PS.

Dans la deuxième moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle, plusieurs mouvements ouvriers cohabitaient déjà, alors que dans certains cantons, des regroupements socialistes avaient déjà vu le jour. Sur le plan national, il a cependant fallu patienter jusqu'au 21 octobre 1888, pour que le PS puisse voir le jour.

Le premier programme du parti de 1888, pose déjà les bases d'une politique socialiste «pour tous, sans privilèges», qui continuera de broder en lettres rouges l'histoire du PS. Cela ne fut pas chose aisée pour ce parti naissant, de débattre de positions justes et équitables. Le livre du jubilé raconte notamment de quelle manière la culture du débat a permis de renforcer le PS, en rendant possible le fait qu'une pensée unie voit le jour alors que les positions initiales des différentes régions étaient loin d'être uniques.

## Quarante auteurs pour 125 ans d'histoire

Au fil des 480 pages de cet ouvrage, les lecteurs auront l'occasion de voir se refléter les différents courants de pensées émanant de toutes les régions. Les contributeurs jettent également un regard sur le développement du PS dans les différentes régions, en agrémentant le livre de nombreuses illustrations, souvent inédites.

## Appel de dons

Le budget prévu, de l'ordre de 200 000 francs, ne pourra malheureusement être couvert intégralement par la vente des livres. Dès lors, chaque don est évidemment le bienvenu.



## Offre promotionnelle réservée aux membres

«Une pensée unie, mais pas unique» sera disponible en octobre 2013 et vendu en librairie au prix de 68 francs. Jusqu'au 30 avril prochain, les membres du PS peuvent profiter d'une offre promotionnelle en commandant le livre à moitié prix sur le site [www.redboox.ch](http://www.redboox.ch).



## GRANDE FÊTE

Cette année, le PS Suisse fêtera ses 125 ans d'histoire, de luttes et de combats «pour tous, sans privilèges». Afin de marquer dignement cet événement, une grande fête sera mise sur pied le samedi 7

septembre 2013 à Bern (Waisenhausplatz). Cette fête, qui rassemblera près de 2000 camarades, permettra des activités aussi diverses que variées. Ainsi, des ateliers thématiques côtoieront des stands plus

ludiques, voire culinaires, avec quelques belles surprises à la clef. Chaque section sera évidemment appelée à participer aussi activement que possible à cette grande fête du socialisme!

## Furax

Les assuré-e-s d'une dizaine de cantons l'ont plutôt mauvaise ces temps-ci et on peut les comprendre: déjà qu'il avait fallu des années pour reconnaître qu'ils avaient payé pour près de deux milliards de primes maladie en trop, voilà qu'aujourd'hui, des parlementaires fédéraux bien mal inspirés suggèrent benoîtement d'effacer l'ardoise. Au prétexte, notamment, que les modalités du remboursement seraient trop compliquées à définir. Il y a effectivement de quoi



fulminer un brin. Quoi qu'il en soit, c'est une nouvelle illustration de la profonde déliquescence de notre système d'assurance-maladie. Comme l'est, d'ailleurs, la succession de déboires que connaissent des caisses qui avaient autrefois pignon sur rue. Après l'EGK et la Supra, c'est au tour d'Assura d'avoir de gros soucis. Preuve, s'il en est, que le dispositif actuel ne fonctionne pas. La descente aux enfers des assureurs n'est d'ailleurs pas sans rappeler celle connue par le secteur bancaire, autre fleuron historique de l'économie nationale dont la réputation est désormais passée au trente-sixième dessous. Certaines similitudes sont d'ailleurs particulièrement frappantes: des modèles d'affaires moralement douteux, des dirigeants et des conseils d'administration qui s'en mettent plein les fouilles et une législation aux petits oignons, pieusement bétonnée par leurs obligés politiques, prompts à grappiller les miettes qui tombent de la table. Et à la fin, c'est le contribuable qui raque... Dans un cas comme dans l'autre, il est plus que temps que la collectivité reprenne la main et redéfinisse les règles du jeu dans le sens de l'intérêt général plutôt que des privilèges particuliers. Dans le domaine de l'assurance-maladie, cela passe incontestablement par l'instauration aussi rapide que possible d'une caisse publique. C'est le seul moyen de mettre un terme à l'opacité et aux transactions uniquement orientées par le profit immédiat. Sans cette prise de conscience, les assuré-e-s n'ont pas fini de payer la facture d'un système qui, à l'évidence, ne fonctionne pas.

Jean-Yves Gentil

## IMPRESSUM

Editeur PS Suisse et und Verein SP-Info  
Spitalgasse 34, 3001 Berne, Tél. 031 329 69 69,  
Fax 031 329 69 70, [info@socialiste.ch](mailto:info@socialiste.ch)

Rédaction Jean-Yves Gentil

Production Atelier Bläuer, Berne

# Halte aux salaires abusifs !

**Plusieurs dizaines de millions de salaire, des bonus surréalistes, des parachutes dorés, une course aux bénéfices immédiats (donc risqués), voilà en quelques mots ce que l'initiative « contre les rémunérations abusives » propose d'interdire au sein des entreprises cotées en bourse.**

Le 3 mars prochain, le peuple suisse aura la possibilité de donner un signal très clair aux «top» managers, qui détruisent aussi bien l'économie suisse que le lien de confiance qui devrait exister entre les travailleur-se-s et les dirigeant-e-s de grandes sociétés. La dernière crise financière l'a bien démontré: Le monde des grandes sociétés dysfonctionne de manière flagrante.

Malgré les difficultés rencontrées par ces grandes sociétés, la «logique» qui les guide aujourd'hui n'a toujours pas évolué. Ces mammoth économiques continuent à procéder à des licenciements collectifs, à manquer de transparence, à maintenir des écarts salariaux abyssaux entre les dirigeant-e-s et les salarié-e-s «normaux». L'initiative qui sera soumise au peuple ne résoudra pas tous

**POUR TOUS,  
SANS  
PRIVILÈGES !**

Oui, le 3 mars 2013,  
à l'initiative contre les  
salaires abusifs

- Σ Initiative « 1:12 »
- Σ Initiative pour un salaire minimum
- Σ Abolition des forfaits fiscaux
- Σ Initiative pour un impôt fédéral sur les successions



ces problèmes, mais elle pointe du doigt une problématique majeure, celle de la transparence sur les salaires des managers. Elle propose d'interdire certaines pratiques (primes de bienvenue, parachutes dorés,...) qui ont conduit par le passé à des scandales financiers, qu'Economie Suisse et les autres défenseurs de la Bahnhofstrasse se sont empressés d'oublier, voire d'enterrer.

S'il serait souhaitable que cette initiative fasse quelques pas supplémentaires vers la démocratisation de l'économie, la population a aujourd'hui la possibilité de poser les premiers jalons vers une Suisse plus équitable. Une équité, une solidarité, une justice et une proportionnalité entre les salaires des uns et les salaires des autres, qui pourra se poursuivre au fil des prochains mois, avec les initiatives « 1 : 12 » et sur le salaire minimum. L'année 2013 doit être placée sous le signe d'un tournant, le tournant de la justice salariale et de la reconnaissance du travail que chacun effectue dans ce pays!

# Oui à la révision de la LAT

**L'aménagement du territoire est une question qui doit se réfléchir à long terme. L'époque où les villes et villages croissaient petit à petit est désormais largement révolue. Les choses vont vite, les personnes se déplacent rapidement, les entreprises déménagent et se développent à une vitesse jusque-là complètement inconnue.**

Afin d'éviter que ce développement ne se fasse de manière totalement désordonnée, en poursuivant un mitage toujours plus marqué, la révision de la Loi sur l'Aménagement du Territoire (LAT) apporte enfin une vision à moyen terme de ce qui peut ou non être développé en dans les zones à bâtir.

Pour ce faire, la loi pose un principe aussi clair que limpide: la vision du développement démographique d'une commune sur les 15 prochaines années. Ainsi, les réserves de zones à bâtir ne pourront répondre qu'à une demande concrète et réelle, protégeant de cette manière certaines zones agricoles, largement menacées par les constructions depuis de trop nombreuses décennies. Inutile de préciser ici l'incidence très positive de ce type de mesures pour la sauvegarde de nos paysages. Mais la révision de la LAT ne s'arrête pas en si bon

chemin, elle apporte des pistes de réflexions extrêmement importantes sur les besoins futurs en matière de transports. Cette révision permettra également de pousser à une révision importante des plans directeurs cantonaux en matière d'aménagement du territoire,

en exigeant notamment l'inscription de projet d'importance, ayant un impact sur le territoire ou sur l'environnement. Quoi de plus logique qu'un plan général, devant donner les grandes orientations stratégiques, inclue également les projets d'envergure pour un canton.



# OUI à l'article constitutionnel sur la famille !

**Après des décennies de lutte, nous avons obtenu le congé maternité et des allocations familiales pour tous les enfants de ce pays. Si ces victoires furent importantes, il est temps de faire un pas supplémentaire et de doter enfin la Suisse d'une vraie politique familiale. Par le nouvel article constitutionnel mis en votation le 3 mars, les familles auront le libre choix dans l'organisation de leur vie familiale et professionnelle.** Josiane Aubert

Il s'agit tout d'abord de promouvoir une politique qui permette aux parents de se répartir librement les responsabilités éducatives et professionnelles. Ainsi, aucun modèle de famille ne sera priorisé par rapport à d'autres; le respect, la compréhension et l'acceptation des différents modèles vécus par les familles deviendront d'actualité.

Aujourd'hui, concilier vie professionnelle et familiale est un impératif reconnu. De nombreuses familles n'ont pas le choix, les deux parents doivent travailler pour assurer un revenu décent. Pourtant, la Suisse est largement à la traîne sur le plan international: il manque encore environ 120 000 places de structures de jour extrafamiliales et parascolaires dans notre pays. Les incitations fédérales à la création de nouvelles places d'accueil intervenues ces dernières années suite à nos incessantes interventions, se sont faites au coup par coup, sans base constitutionnelle. Il est temps de remédier à cette situation.

L'article constitutionnel proposé respecte la répartition des compétences entre la Confédération et les cantons. La Confédération n'a qu'une compétence subsidiaire, exercée uniquement lorsque les efforts déployés par les

cantons et les tiers ne suffisent pas pour améliorer la conciliation entre famille, activité lucrative et formation.

Le nombre de familles avec enfants diminue sans cesse, la population vieillit: en 1930, les deux tiers des ménages étaient constitués de ménages avec enfants. En 2000, la proportion a été divisée par deux: en Suisse un tiers seulement sont des ménages avec enfants. Les femmes et les hommes de ce pays ne concrétisent pas leur désir de fonder une famille ou n'ont pas le nombre d'enfants qu'ils souhaitent. Dans ce contexte, la conciliation vie professionnelle et familiale est un enjeu majeur, aussi pour assurer l'équilibre et le renouvellement des générations, nécessaire à la survie de notre système social.

Une meilleure conciliation entre famille et activité lucrative est un coup de pouce bienvenu et nécessaire à l'égalité entre hommes et femmes au travail ou pendant la formation et au sein de la famille. Mais la possibilité de confier ses enfants à des structures d'accueil est aussi une nécessité pour la majorité des parents, car la plupart du temps deux salaires sont indispensables pour pouvoir subvenir aux besoins de la famille.

Les structures d'accueil favorisent l'intégration, et les compétences linguistiques et sociales des enfants; la crèche éveille l'esprit de découverte, l'apprentissage des différentes langues, le contact avec les autres, elle prépare bien les enfants à la vie sociale future. Une offre appropriée de structures de jour extrafamiliales et parascolaires améliore l'égalité des chances et l'intégration des enfants et des jeunes qui ne sont pas issus des milieux sociaux-économiques défavorisés.

La conciliation entre famille et activité lucrative est économiquement profitable. Si la famille est la première bénéficiaire d'une meilleure conciliation, ce sont aussi les milieux économiques qui disposent ainsi d'une main-d'œuvre qualifiée supplémentaire. Les femmes de mieux en mieux formées pourront mieux s'impliquer dans l'économie sans renoncer à la vie familiale et les entreprises trouveront le personnel pour pallier au manque de forces de travail sans devoir recruter à l'étranger.

Permettons à la Suisse de soutenir toutes les familles, quel que soit leur choix de vie, et de concilier enfin vie familiale et vie professionnelle ! Pour un avenir ouvert, qui accueille les enfants et les jeunes comme une chance pour notre société, votons «Oui à la famille» le 3 mars prochain!

[josiane.aubert@pssuisse.ch](mailto:josiane.aubert@pssuisse.ch)  
conseillère nationale (VD)



**OUI**  
à la famille.

Votation fédérale  
du 3 mars 2013

«L'article constitutionnel est un atout précieux pour les familles. Il renforce leur position dans la société.»



[oui-à-la-famille.ch](http://oui-à-la-famille.ch)



PRIMES EXCÉDENTAIRES

# Cantons et assurés se mobilisent

**Le 22 janvier dernier, la Commission de sécurité sociale et de santé du Conseil des Etats (CSSS-E) a décidé de ne pas entrer en matière sur le remboursement des primes LAMal payées en trop par les assuré-e-s de plusieurs cantons. Cette décision bafoue l'égalité de traitement entre assuré-e-s et constitue une marque de mépris pour les assuré-e-s de cantons qui paient des primes parfois parmi les plus élevées du pays. La mobilisation s'organise.** Arnaud Bouverat

La décision de la CSSS-E contredit tant les promesses faites par le Conseil fédéral depuis 2006 que le vote des deux Chambres qui avaient accepté des objets parlementaires exigeant ce remboursement. L'enjeu est loin d'être anodin. De 1996 à 2011, les assuré-e-s de 9 cantons ont payé deux milliards de trop pour financer les réserves de l'assurance maladie obligatoire d'autres cantons. Les cantons concernés sont les suivants selon les données révisées encore fin 2012 par l'Office fédéral de la santé publique: Vaud 603 millions; Zurich 465 millions; Genève 351 millions; Tessin 140 millions; Thurgovie 82; Neuchâtel 22 millions; Fribourg 23 millions; millions; Zoug et Appenzell Rhodes-Intérieures 1 million chacun. Plus concrètement, ces excédents de primes représentent près de 1000 francs par assuré-e dans le Canton de Vaud. Ils viennent renforcer une déconnexion injustifiable entre le niveau des primes et les coûts réels de la santé dans les cantons concernés.

## Des solutions existent

Le Conseil fédéral a déjà reconnu les défauts du système actuel et a proposé une révision du calcul des primes qui prévoit des correctifs automatiques par la restitution des sommes payées en trop dans les deux ans qui suivent l'encaissement. Ce projet porté aujourd'hui par Alain Berset est une solution qui remporte une large adhésion. Si le futur paraît déjà meilleur, ce sont les erreurs du passé qui peinent à être corrigées et qui doivent pourtant l'être. Deux solutions ont été largement évoquées. En premier lieu, le Conseil fédéral a proposé de compenser sur une période de six ans et pour moitié ces sommes versées grâce à la répartition de la taxe CO<sub>2</sub>. Comme quatorze cantons s'y sont opposés, en septembre 2012,



Déjà plus de 20 000 signatures romandes pour la pétition, recueillies en ligne ou dans la rue comme ici récemment à Lausanne.

la Conférence des 26 chefs des départements cantonaux de la santé a proposé que ce soient les assureurs qui remboursent sur une période de trois ans ce qui avait été payé en trop. Deux solutions «schubladisées» à l'heure actuelle, car elles se heurtent tantôt à des cantons bénéficiaires qui ont peu intérêt à trouver une solution tantôt à des assureurs, assis sur leurs réserves, qui ne veulent pas revoir leur mode de fonctionner.

**La mobilisation des cantons et des assuré-e-s** Face à tant d'atermoiement et d'incurie de la part de nos autorités fédérales, les cantons concernés ont vivement réagi. Dans les can-

tonnement passé la rampe de ces instances. Au-delà de cette mobilisation institutionnelle hors du commun, la pression populaire doit aussi se faire entendre. C'est dans ce but que l'AVIVO, l'association suisse des aînés, avait lancé déjà fin 2012 une pétition aux autorités fédérales pour le remboursement des primes excédentaires. Suite à la décision de la commission des États, une coalition formée de plusieurs sections du Parti socialiste, de syndicats et d'ONG ont décidé de donner une plus large audience à cette pétition en développant une version électronique qui a déjà réuni plus de 20 000 signatures. Des initiatives similaires ont en outre été développées à Zurich et au Tessin avec l'appui du PS Suisse. Autant de pressions qui devraient à notre sens sérieusement inciter les parlementaires fédéraux à revoir leur copie et à rendre aux assuré-e-s concernés ce qui leur revient. Dans l'attente, bien entendu, d'une caisse publique et sociale d'assurance-maladie.

**Signez et faites signer – vous aussi – la pétition pour le remboursement des primes: [www.ps-vaud.ch/petition](http://www.ps-vaud.ch/petition)**

tons de Genève, Vaud et Neuchâtel, une motion urgente et des résolutions ont été adoptées à l'unanimité des législatifs cantonaux et avec l'appui des gouvernements. Des propositions de gel des contributions des cantons concernés à la péréquation financière intercantonale tant qu'une solution n'est pas trouvée ont égale-

arnaud.bouverat@ps-vaud.ch  
secrétaire général du PS vaudois



# NON à la journée de travail de 24 heures !

**Sous le couvert d'une adaptation à l'évolution de la société, la libéralisation des heures d'ouvertures des échoppes de stations-service n'est que le dernier avatar d'un vaste mouvement de déréglementation qui vise avant tout à augmenter les parts de marché des grands distributeurs plutôt qu'à répondre aux besoins des consommateurs.**

Ceux-ci, d'ailleurs, n'en veulent pas. Ces dernières années, la population a régulièrement dit non, en votation, aux projets de libéralisation. Sans doute parce qu'elle n'est pas disposée à péjorer les conditions de travail et de repos du personnel de vente pour le douteux avantage de pouvoir se procurer, à n'importe quelle heure, une pizza surgelée ou des biscuits secs.

C'est heureux, mais il faut bien se résoudre à remettre l'ouvrage sur le métier et s'opposer, avec détermination, à cette nouvelle exception qui ferait immanquablement tache d'huile dans le commerce de détail où la journée de travail de 24 heures est encore heureusement interdite. En effet, plusieurs projets de dérégulation sont en attente au Parlement et la prolongation des horaires d'ouverture des shops des stations-service constituerait immanquablement un signal encourageant pour les apôtres de la libéralisation.

Avec – pour corollaire – le risque majeur de son extension à d'autres secteurs. Comme le travail de nuit et du dimanche nuit à la santé, il est strictement réglementé dans la loi sur le travail. Et si cette interdiction est relativisée pour satisfaire des employeurs qui souhaitent avoir de la main-d'œuvre corvéable en permanence, des conséquences sont à prévoir dans d'autres branches d'activité, voire dans tout le secteur des services.

Sans compter qu'aujourd'hui déjà, les conditions de travail dans la vente sont loin d'être

brillantes: des salaires en dessous de 4000 francs mensuel, des horaires morcelés et le travail sur appel ne sont pas rares. Les employeurs ont en outre toujours refusé, jusqu'ici, une convention collective de travail qui permettrait d'améliorer les conditions de travail dans toute la branche.

Par ailleurs, et alors que l'on vote – le 3 mars – sur un article constitutionnel sur la politique familiale qui vise à améliorer la conciliation entre vie professionnelle et familiale, les quelque 300 000 personnes employées dans le secteur ont déjà bien de mal à y parvenir. La plupart travaillent le samedi. S'il leur faut encore travailler la nuit et le dimanche, elles

n'auront plus guère de temps pour leur famille, pour leurs enfants, leur cercle d'amis ou leurs activités associatives.

Les horaires d'ouverture actuels sont largement suffisants. Si à l'avenir les shops de stations-service sont autorisés à vendre n'importe quel produit 24 heures sur 24, les grands distributeurs s'empresseront d'exiger l'égalité de traitement pour leurs points de vente. Car il ne faut pas s'y tromper: le marché du commerce de détail étant saturé, les grands groupes, qui possèdent la plupart de ces shops, mettent tout en œuvre pour gagner des parts de marché aux dépens des petits commerçants. Et les horaires d'ouverture font partie des armes utilisées dans cette lutte à couteaux tirés.

Pour toutes ces raisons, la présidence comme le Comité directeur du PS Suisse ont décidé de soutenir le référendum contre cette libéralisation et de participer activement à la collecte des signatures contre cette loi inutile. Le délai court jusqu'au 7 avril 2013.

Ex-Press



**SIGNEZ  
ET FAITES SIGNEZ  
CE RÉFÉRENDUM  
EN TÉLÉCHARGEANT  
DES FORMULAIRES  
DE RÉCOLTE À  
L'ADRESSE :**

[www.pssuisse.ch/24h-shopping](http://www.pssuisse.ch/24h-shopping)

# Le féminisme pour tous, sans privilèges !

**Plus de 600 femmes ont participé au sondage des Femmes socialistes, et elles sont unanimes: le féminisme est bien vivant, même si ses formes sont multiples. De plus, les Femmes socialistes veulent rester l'organisation féministe du PS. C'est en Suisse romande, surtout, que l'envie de changement est la plus forte: on attend plus d'engagement du côté des hommes.** Christina Klausener

Qu'est-ce que le féminisme selon toi? Telle était l'une des 30 questions posées aux Femmes socialistes dans le cadre de cette enquête. Les réponses ont afflué, toutes plus différentes les unes que les autres. Certaines voient le féminisme comme une opinion personnelle, d'autres comme un idéal politique, une réalité vécue, un combat pour les droits des femmes ou un principe fondamental du socialisme, pour ne citer que quelques exemples. Si la diversité est grande, toutes les femmes s'accordent cependant sur deux points: les Femmes socialistes ont toujours leur raison d'être en tant qu'organisation féministe du PS et les objectifs féministes n'ont rien perdu de leur actualité politique. Dans leurs réponses, les femmes placent le PS Suisse devant ses responsabilités: la question de l'égalité entre les sexes doit revenir au centre des débats et être une priorité pour tous ses membres, féminins et masculins. Pour ce qui est des hommes, justement, les Femmes

socialistes se disent prêtes à les accueillir dans leurs rangs. Près de 60% des Alémaniques et plus des trois quarts des Romandes et des Tessinoises souhaitent que les hommes puissent devenir membres. Par ailleurs, un peu plus de la moitié d'entre elles aimeraient que l'organisation s'ouvre aux femmes d'autres partis politiques.

Autre réalité qui se dégage du sondage: les Femmes socialistes savent parfaitement avec quels partenaires elles veulent collaborer à l'avenir. Les organisations de défense des droits humains, les syndicats et les associations d'aide aux migrant-e-s figurent en tête de leurs préférences. Les questions à aborder avec ces organisations sont, elles aussi, bien définies. Ainsi, ces prochaines années, les activités politiques devront porter sur les trois thématiques suivantes: conciliation entre vie professionnelle et familiale, salaires égaux et meilleures conditions de travail, ou encore promotion de l'éga-

lité des chances. Toutefois, les avis divergent quant à la priorité à leur accorder: si les Alémaniques placent la conciliation de la vie professionnelle et de la vie familiale au premier rang de leurs préoccupations, les femmes de Suisse romande et du Tessin voient, quant à elles, un grand potentiel à développer dans l'amélioration des conditions de travail et l'égalité des salaires.

Les résultats montrent par ailleurs que même dans les débats féministes, le fameux «Röstigraben» est une réalité. En Suisse romande et au Tessin, on assimile le féminisme à l'égalité des sexes, alors qu'en Suisse alémanique, on estime que la promotion de l'égalité est un instrument pour réaliser les objectifs féministes, mais ne remplace pas le féminisme en tant que tel.

De même, les régions linguistiques ont différentes conceptions du cahier des charges de l'organisation. Ainsi, en Suisse latine, on attend que les Femmes socialistes fassent parler d'elles par des prises de position et des réponses à des consultations, des communiqués de presse, des interviews et des bonnes campagnes. En Suisse alémanique, par contre, les femmes misent sur le travail de communication, le soutien aux parlementaires et l'insertion dans des réseaux nationaux et internationaux.

L'enquête a par ailleurs révélé que le PS Suisse pouvait compter sur l'enthousiasme d'un grand nombre de féministes engagées, même si celles-ci ne se considèrent pas, ou plus, comme telles. En définitive, toutes sont d'accord sur un point: si le concept de féminisme aurait bien besoin d'une cure de jouvence, ce n'est certes pas le cas des Femmes socialistes.



christina.klausener@pssuisse.ch  
PS Femmes,  
Campagnes & Communication



## LES CHIFFRES EN BREF

**Taux de réponse** plus de 1000 femmes ont participé au sondage. Seuls 645 questionnaires ont toutefois été complétés et évalués. Les Femmes socialistes comptent 12481 membres en Suisse, ce qui donne un taux de réponse de 8% environ.

**Âge** la majorité des participantes entrent dans la catégorie du troisième âge: près de 60% ont

entre 51 et 80 ans. Près de 40% des répondantes sont des femmes plus jeunes, entre 20 et 50 ans, soit 267 questionnaires.

**Suisse alémanique et Suisse latine** plus de 800 femmes de Suisse alémanique ont participé au sondage, dont 60% ont complété le questionnaire (493 personnes). En Suisse latine, 300

femmes ont répondu, et près de la moitié des questionnaires ont été complétés et évalués (152 questionnaires).

**Remarque** l'enquête a été menée en français et en allemand. Lors de l'évaluation, les réponses en français ont été attribuées à la Suisse latine et les réponses en allemand à la Suisse alémanique.



# Des élections à double tranchant

**Le 3 mars, les électrices et électeurs valaisans renouvelleront leurs autorités cantonales (Conseil d'Etat et Grand Conseil). Ces élections s'annoncent à la fois difficiles et relativement particulières, tant le contexte valaisan (Haut-Valais vs Valais Romand, PDC vs minoritaires, ...) et ses bases légales ne sont pas simples à expliquer en quelques lignes.**

Débutons par le Grand Conseil, pour lequel les explications semblent plus aisées et où les enjeux pour la gauche vont se concentrer. A l'heure actuelle, le Parti Démocrate-Chrétien (PDC), toutes tendances et sous-groupes confondus, détient 68 des 130 sièges au Grand Conseil. Alors que celui-ci en comptait encore 73 en 2005, la majorité absolue du parti conservateur continue de s'effriter. Aux dernières élections fédérales, la « famille C », comme elle est appelée dans le vieux pays, est tombée sous la barre de 40 % d'électeurs.

Tout semble donc réuni aujourd'hui pour que le Canton du Valais connaisse, pour la première fois de son histoire, un Parlement où aucun parti ne détient de majorité absolue. Mais cela ne signifie pas pour autant que les choses seront pour autant évidentes pour le Parti Socialiste le 3 mars prochain.

En effet, la gauche, largement minoritaire (22 sièges sur 130), part en ordre dispersé dans plusieurs districts. Le système électoral au Grand Conseil ne permettant pas d'apparenter les listes, les partis de gauche doivent donc négocier et trouver des accords pour se présenter sur des listes communes. Dans trois districts (Sion, Conthey et Monthey), les Verts ont décidé unilatéralement de faire cavalier seul, sur des listes séparées. Les conséquences sont limpides: des sièges seront perdus au sein de la gauche où des sièges qui auraient pu être conquis deviennent désormais un objectif irréaliste.

Par ailleurs, le contexte des élections au Conseil d'Etat ne favorise en rien la mobilisation de la gauche et du Parti Socialiste en particulier. Ainsi, la répartition des sièges au Conseil d'Etat est restée inchangée depuis l'accession du Parti Socialiste avec Peter Bodenmann en 1997: 3 PDC, 1 PLR et 1 PS. Lors des élections du 3 mars prochain, seul le sortant libéral-radical ne souhaite pas briguer un nouveau mandat. Pour le remplacer, le PLR a proposé la candidature du Commandant de la Police cantonale, Christian Varone. Quant à l'UDC, elle a lancé dans la course Oskar Freysinger.

Mais le système électoral et la Constitution valaisanne sont ainsi construits qu'un article interdit de manière formelle le fait que deux



Esther Waeber-Kalbermatten, première femme élue au gouvernement cantonal valaisan en 2009

Conseillers d'Etat proviennent du même district. Or, ces deux candidats de droite sont domiciliés sur Savièse (district de Sion). Dès lors, les quatre sortant-e-s (PDC & PS) sont assurés de leur réélection (sauf surprise majeure au second tour) et tous les enjeux et regards sont tournés vers ce duel séduisant.

Si cette situation garantit au Parti Socialiste de maintenir le siège d'Esther Waeber-Kalbermatten (première femme élue au gouvernement cantonal en 2009), il est clair qu'il nous sera difficile de motiver et de mobiliser nos militants pour l'élection des députés au Grand Conseil.

Les élections du 3 mars pourraient donc représenter un tournant pour le Canton du Valais, tout en devant parvenir à mobiliser très fortement sa base pour ses élections pour lesquelles les médias ne portent leur attention que sur un duel entre un homme de droite et... un homme de droite...

gael.bourgeois@pssuisse.ch  
président du PSVR



## UN NOUVEAU JOURNAL DE GAUCHE EST NÉ

Historiquement, le Canton du Valais comptait différents journaux faisant concurrence au très conservateur « Nouvelliste ». Le Peuple Valaisan remplissait cette fonction jusqu'en octobre de l'année passée, où il s'est malheureusement éteint pour des raisons financières.

Grâce à la motivation de certains camarades, à la demande des anciens lecteurs et au dynamisme du PS Valais Romand (PSVR), un nouveau journal a pu voir le jour et est sorti de presse ce 8 février 2013.

N'hésitez pas à vous abonner à ce nouveau bimensuel, Le Peuple.VS, qui donne un nouveau souffle à la presse valaisanne et permet une approche de gauche sur les plus importantes thématiques du moment.

Pour s'abonner: abonnement@lepeuplevs.ch  
ou www.lepeuplevs.ch

# Un pays qui revient de loin

## CHAMBRE DES DÉPUTÉS



**Franco Narducci** sortant  
www.franconarducci.com



**Gianni Farina** sortant  
www.giannifarina.eu



**Emilia Sina**  
emilia.sina@gmail.com



**Domenico Mesiano**  
www.mesiano.ch

## SÉNAT



**Claudio Micheloni** sortant  
www.micheloni.ch

**Le 24 février prochain l'Italie se rendra aux urnes pour élire son gouvernement et son Parlement. C'est un pays qui revient de loin. De très loin. Et qui n'est pas pour autant sorti d'affaire.** Ada Marra

En 2011, avec un pays mis à sac par 15 années de berlusconisme, entaché par des affaires de corruption, de faux dans les titres, de proxénétisme, le Parlement italien, à la demande de son Président Napolitano, met en place un gouvernement « technique », non pas élu par le peuple mais par le législatif. Ce n'était pas le premier gouvernement « technique » en Italie. L'opération avait essentiellement pour ambition de rassurer les marchés financiers internationaux en mettant à la tête de l'Italie Mario Monti, ex-commissaire européen au marché intérieur, puis à la concurrence et ex-consultant de Goldman Sachs.

S'il a essayé d'éradiquer un des plus grands maux de la péninsule, le travail au noir et ses conséquences (évasion fiscale, économie parallèle, ...) et essayé d'abolir les castes qui sont sources de privilèges insensés, il est évident que ce sont les classes moyennes et précaires qui ont le plus souffert avec des réformes d'austérité portant notamment sur les retraites ou l'augmentation des taxes.

Pour ces élections, les italiens de Suisse ont la possibilité de voter dans la circonscription électorale Europe. Le PS Suisse et le PD (parti démocratique italien) ont collaboré à plusieurs reprises ces dernières années sur différents thèmes. Que cela soit à propos de l'intégration des italiens en Suisse, de la place de la Suisse dans l'Union européenne ou encore des frontaliers.

Un des rôles des représentant-e-s des italiens de l'étranger au Parlement de la Péninsule est, bien sûr, de représenter la voix des italiens dans le monde. Étonnamment, il ne s'agit pas tant de relayer la difficulté des Italiens hors d'Italie, mais plutôt de palier aux manques de l'État italien envers ses ressortissants hors sol: réseau consulaire, cours de culture et langue italienne, information sur les assurances sociales au moment de la retraite. Mais la pensée politique des candidat-e-s du PD à l'étranger ne se résume évidemment pas qu'à cela. Le PD, comme le PS, est internationaliste. Ce qui signifie non pas renier ses racines, mais plutôt comprendre que le progrès social et économique n'est compatible qu'avec la solidarité internationale. Les gauches doivent lutter ensemble pour créer des alternatives.

Le PD est prêt et en ordre de marche avec son candidat désigné lors de primaires. C'est PierLuigi Bersani qui a été désigné par le peuple de gauche. À l'origine membre du parti communiste, il est devenu secrétaire du PD une fois créé ce dernier. Il a également été plusieurs fois ministre. Dans un pays où le taux de chômage s'élève à près de 11 %, voire à 35 % pour les jeunes, où la dette est de 2000 milliards d'euros et où l'économie parallèle est le lot quotidien, il faut une alternative crédible. Cette alternative ne doit pas reproduire un système économique pour retrouver la croissance qui, à moyen terme, retomberait dans la

crise, mais doit proposer une vraie révolution culturelle des acteurs et dirigeants de la production (place des salarié-e-s dans la stratégie et la répartition du bénéfice de l'entreprise), de la façon de gérer les biens public et l'intérêt général, dans les mœurs politiques. Le PD dispose ainsi d'un programme basé sur le travail, la redistribution des richesses, le développement durable, la démocratie pour toutes et tous, sans privilèges.

Ce sont ces thèmes propres aux problématiques des italiens de l'étranger et de la gauche en général que les parlementaires élus dans la circonscription européenne ont porté au Parlement italien. Et le vote des « italo-suisse » pèse de tout son poids puisque sur les six représentants au Parlement et deux au Sénat auxquels la circonscription européenne a droit, la Suisse a envoyé respectivement quatre représentants au Parlement et un au Sénat. Dont Claudio Micheloni au Sénat, Franco Narducci et Gianni Farina comme membres du PD.

Aujourd'hui plus que jamais, à l'heure de choix cruciaux pour l'Europe, il faut élire des gens portant un programme courageux, différent et crédible. Parce que la politique-poubelle de Berlusconi ne doit plus jamais ressurgir.

Le 24 février, que celles et ceux qui peuvent voter ou faire voter en Italie choisissent les candidats du PD.

ada.marra@pssuisse.ch  
conseillère nationale (VD), membre du PD



## AGENDA

**PS Suisse** [www.pssuisse.ch](http://www.pssuisse.ch)

- Mercredi 20 février : Conférence de coordination des PS romands à Lausanne
- Vendredi 1<sup>er</sup> mars : Conférence de coordination suisse à Soleure
- Samedi 2 mars : Assemblée des délégué-e-s à Soleure
- Dimanche 3 mars : Votations fédérales
- Du lundi 4 mars au vendredi 22 mars : Session de printemps des Chambres fédérales
- Mercredi 20 mars : Conférence de coordination des PS romands à Lausanne
- Du lundi 15 avril au vendredi 19 avril : Session spéciale des Chambres fédérales
- Mercredi 17 avril : Conférence de coordination des PS romands à Lausanne

**Femmes Socialistes Suisses**[www.ps-femmes.ch](http://www.ps-femmes.ch)

- Samedi 27 avril : Conférence de coordination des Femmes socialistes

**JS Suisse** [www.jss.ch](http://www.jss.ch)

- Samedi 16 mars : Assemblée des délégué-e-s, dès 11h00 au Progr., à Berne
- Samedi 4 mai : Assemblée des délégué-e-s, dès 11h00, à Zurich

**Fribourg** [www.ps-fr.ch](http://www.ps-fr.ch)

- Mardi 26 février : Cours facebook et twitter pour les membres du PS à Fribourg
- Samedi 20 avril : Matinée de rencontre entre les anciens et les actuels élu-e-s du PS à Tavel
- Mardi 21 mai : Congrès du PS Fribourg, à 19h30, à la Rosière à Estavayer-le-Lac

**Genève** [www.ps-ge.ch](http://www.ps-ge.ch)

- Mercredi 20 février : Débat sur le thème « Santé & social », à 19h00, Salle Louis-Valencien à Thônex
- Mardi 26 février : Débat sur le thème « Emploi », à 19h00, Maison des associations à Genève
- Lundi 4 mars : Débat sur le thème « Mobilité », à 19h00, Salle du Rondeau à Carouge
- Mercredi 6 mars : Assemblée générale sur les statuts du PS Genevois suite au changement de Constitution
- Dimanche 3 mars : Votations cantonales sur l'initiative « Stop aux hausses des tarifs des Transports Publics Genevois ! » et sur la loi instituant la caisse de prévoyance de l'État de Genève
- Samedi 9 mars : Congrès du PS Genevois, dès 9h00, pour la désignation des candidat-e-s au Grand Conseil et au Conseil d'État

**Jura** [www.psju.ch](http://www.psju.ch)

- Dimanche 3 mars : Votation cantonale sur l'initiative socialiste « Un Jura aux salaires décents »

**Jura bernois** [www.psjb.ch](http://www.psjb.ch)

- Dimanche 3 mars : Votation cantonale sur l'initiative populaire « Berne renouvelable » et le contre-projet du Grand Conseil
- Jeudi 14 mars : Comité directeur du PSJB à Tavannes, dès 19h30

**Neuchâtel** [www.psn.ch](http://www.psn.ch)

- Mardi 26 février : Comité cantonal à 20h00 au secrétariat cantonal
- Dimanche 3 mars : Votation cantonale sur l'initiative législative populaire « Pour une participation des grandes fortunes, limitée dans le temps »
- Dimanche 14 avril : élections au Grand Conseil et 1<sup>er</sup> tour au Conseil d'Etat

**Valais romand** [www.psvr.ch](http://www.psvr.ch)

- Dimanche 3 mars : élections au Grand Conseil et 1<sup>er</sup> tour au Conseil d'Etat
- Dimanche 17 mars : 2<sup>ème</sup> tour au Conseil d'Etat
- Lundi 25 mars : Séance constitutive du Grand Conseil

**Vaud** [www.ps-vd.ch](http://www.ps-vd.ch)

- Mercredi 6 mars : soirée publique, dès 20h00 à la salle de l'Octogone au Cazard, à Lausanne débat consacrée à la spéculation sur la faim.
- Samedi 23 mars : Congrès ordinaire du PSV dès 14h00, à Villeneuve (lieu encore à définir)

# Une AD sous le signe de la prévoyance vieillesse pour tous, sans privilèges

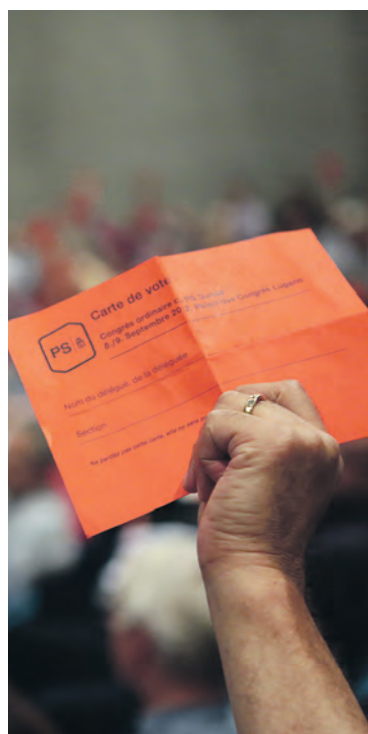
Durant des décennies, le PS Suisse s'est battu avec force et conviction pour créer, puis développer notre système de prévoyance vieillesse. Malgré le fait que l'AVS, système solidaire par excellence, ne réponde toujours pas à la mission constitutionnelle qui lui est fixée, nombre de politiciens bourgeois estiment que l'AVS coûte beaucoup trop cher, ne rapporte pas suffisamment et que, par conséquent, les rentes et prestations doivent être revues à la baisse.

Le PS Suisse doit donc, une fois de plus, voler au secours d'une assurance sociale à laquelle les Suisse-sse-s sont très attaché-e-s. Ainsi, l'Assemblée des délégué-e-s du 2 mars à Soleure se penchera sur la question de l'ensemble de

la prévoyance vieillesse, et débatera autour d'un papier de position réaffirmant notre volonté de renforcer l'AVS et de démocratiser la prévoyance professionnelle (LPP).

## Ordre du jour, invitation et renseignements à l'adresse : [www.pssuisse.ch/AD](http://www.pssuisse.ch/AD)

En effet, à l'heure où les placements et investissements de nos 2<sup>èmes</sup> piliers semblent bien incertains, la force et la stabilité du 1<sup>er</sup> pilier qu'est l'AVS rassure. Cette dernière est transparente, gérée par l'État et largement bénéficiaire depuis des décennies, malgré ce que prétendent certains oiseaux de mauvais augure. Ainsi, le PS Suisse s'engage pour



un renforcement des rentes AVS et contre toute baisse des prestations, au dépend des personnes qui ont travaillé honnêtement toute leur vie durant. Ce maintien des acquis sociaux est une nécessité dans une Suisse qui a de plus en plus mal à sa solidarité.

De plus, un autre débat animera les délégués présents, suite à la résolution de Cédric Wermuth. Celui-ci propose en effet que des primaires soient, à l'avenir, organisées à l'interne du PS, afin de désigner les candidats socialistes pour le Conseil fédéral.

Enfin, au-delà de ce papier de position, l'AD se penchera également – pour autant que le Conseil fédéral les confirme – sur les mots d'ordre relatifs aux votations du mois de juin (élection du Conseil fédéral par le peuple, loi sur l'asile et loi sur les épidémies).



## LA MEILLEURE PRÉCAUTION CONTRE LA FAIM.

Sans eau, pas de nourriture. C'est pourquoi Helvetas construit des puits et des systèmes d'irrigation économes en eau dans les régions sèches. Grâce à une utilisation efficace de l'eau, les garde-manger se remplissent et la famine cesse. Merci de votre aide.



Dès maintenant, versez 10 francs par SMS:

**Eau 10** au 488. Merci.



# HELVETAS

Agir pour un monde meilleur